

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement

Bobigny ce,

STO 1

Références :
Site internet de la préfecture :
www.pref93.pref.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION N °05.4501 DU 11 octobre 2005
pour

l'exploitation d'une chaufferie fonctionnant au gaz

par

Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU)
63 rue Ardoin
93400 SAINT- OUEN

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1er « installations classées pour la protection de l'environnement »,

VU le décret n° 53 578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77 1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76 663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaire du 30 décembre 1997 et 17 novembre 1999 réglementant les activités de la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain,

VU la demande du 17 février 2004, présentée par la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain dont le siège social est situé 185 rue de Bercy 75579 PARIS cedex 12, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter 63 rue Ardoin 93400 SAINT- OUEN des installations classables sous la rubrique :

.../...

2910A-1 Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4
La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW. (AUTORISATION)

- VU le rapport du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées du 8 mars 2004, déclarant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et recevable,
- VU la décision du président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise du 1^{er} avril 2004, désignant Monsieur Joanny DURAFOUR en qualité de commissaire enquêteur dans cette affaire,
- VU l'arrêté préfectoral n° 04-1746 du 9 avril 2004 portant ouverture d'enquête publique du mardi 7 juin 2004 au jeudi 7 juillet 2004 inclus, en mairie de Bobigny
- VU les rapport et conclusions du commissaire enquêteur reçus en préfecture le 18 août 2004,
- VU les arrêtés préfectoraux n° 05-0209 du 20 janvier 2005 et n° 05-2009 du 10 mai 2005 portant prorogation des délais d'instruction au 29 septembre 2005,
- VU l'avis favorable du commissaire enquêteur dans son rapport du 16 août 2004,
- VU l'avis favorable de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du 8 juillet 2004,
- VU l'avis favorable de la direction régionale interdépartementale de l'agriculture et de la forêt du 9 juin 2004,
- VU l'avis favorable de la direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France du 2 juillet 2004,
- VU l'avis favorable de la direction départementale de la sécurité publique du 29 juin 2004,
- VU l'avis favorable de la Brigade de Sapeurs-Pompiers du 21 juillet 2004,
- VU l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Saint-Ouen, dans sa séance du 28 juin 2004,
- VU l'avis favorable sous réserve du conseil municipal de la commune de Saint-Denis, dans sa séance du 24 juin 2004,
- VU l'avis favorable sous réserve du conseil municipal de la commune de Genevilliers, dans sa séance du 23 juin 2004,
- VU la consultation du conseil municipal de la commune d'Aubervilliers qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la consultation du conseil municipal de la commune de l'Ile-Saint-Denis qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la consultation du conseil municipal de la commune de Villeneuve-La-Garenne qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la consultation du conseil municipal de la commune d'Asnières-Sur-Seine qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la consultation du conseil municipal de la commune de Clichy-Sur-Seine qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la consultation des conseils municipaux des 9^{ème}, 17^{ème} et 19^{ème} arrondissements de Paris qui ne se sont pas prononcés sur le dossier,

VU la consultation de la direction départementale de l'équipement qui ne s'est pas prononcée sur le dossier,

VU la consultation de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle qui ne s'est pas prononcée sur le dossier,

VU la consultation de l'architecte de sécurité qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène du 7 juillet 2005,

CONSIDERANT que la CPCU a sollicité l'autorisation d'exploiter une chaufferie fonctionnant par combustion de gaz, ses installations étant classables sous la rubrique R 2910A-1 (A) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il convient de veiller à ce que ses activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que le dossier d'exploitation projeté n'a fait l'objet d'aucun avis défavorable lors de la consultation réglementaire,

CONSIDERANT que le responsable de la CPCU a eu connaissance des conclusions du conseil départemental d'hygiène le 23 août 2005,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 : la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain dont le siège social est situé 185 rue de Bercy 75579 PARIS cedex 12, a l'autorisation d'exploiter des installations situées au 63 rue Ardoin 93400 SAINT- OUEN classables sous la rubrique :

2910A-1 Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4
La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde .Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW. (AUTORISATION)

ARTICLE 2 : Les 80 prescriptions ci-annexées devront être satisfaites dès notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, avant sa réalisation.

ARTICLE 5 : Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement, nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 6 : L'exploitant de la présente installation soumise à autorisation est tenu de déclarer sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du travail et aux décrets et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 : Tous les appareils, capacités et circuits utilisés pour une fabrication ou un traitement de quelque nature que ce soit, le réseau de défense incendie ou toute installation technique (eau chaude sanitaire, climatisation, chauffage, arrosage, etc.) raccordés à un réseau public d'eau potable, devront être dotés d'un dispositif de disconnexion destiné à protéger ce réseau d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau. Ces dispositifs de protection devront être adaptés aux risques et placés à l'amont immédiat du risque potentiel.

.../...

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera notifié à la CPCU par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 10 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint- Ouen (93400) et pourra être consultée.

Une ampliation de l'arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'ampliation sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation classée par le bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée à chaque conseil ayant été consulté.

Un extrait de cet arrêté sera publié par les soins du préfet et aux frais de la CPCU dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 11 : *Voies et délais de recours* (article L 514-6 du code précité) La présente décision, peut être déférée au tribunal administratif de CERGY PONTOISE.


1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de **quatre ans** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 12 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis, l'inspecteur général, le chef du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées, le maire de Saint- Ouen, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur Joanny DURAFOUR, commissaire enquêteur et sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Pour ampliation,
pour le préfet et par délégation
P/le Chef de bureau de l'environnement


Danièle SIMON

Fait à Bobigny, le 11 octobre 2005
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture

Signé Louis-Michel BONTE

Annexe
Arrêté Préfectoral d'autorisation
n° 05-4501 du 11 octobre 2005

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.

article 1 - Autorisation

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU), dont le siège social est situé 185 rue de Bercy 75579 Paris cedex 12, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la commune de Saint-Ouen, 63 rue Ardoin, les installations visées à l'article 2-1 du présent arrêté.

article 2 - Nature des activités.

article 2 - 1 - Liste des installations classées de l'établissement.

N° de la nomenclature	Désignation des activités	Activité présente sur le site	Régime de classement
2910-A.1	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW	deux chaudières gaz d'une puissance thermique maximale de 2 fois 140 MWth soit 280 MWth	AUTORISATION

article 2 - 2 - Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement de Saint-Ouen 1bis, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

article 2 - 3 - Caractéristiques des installations.

Les installations réglementées par le présent arrêté se composent de 2 chaudières, dénommées chaudières N°1 et N°2 de la tranche Saint Ouen 1 bis, équipées de brûleurs gaz naturel bas NOx dont la puissance thermique unitaire est de 140 MW, soit une puissance thermique totale de 280 MW.

Le gaz naturel délivré par le réseau GDF.

article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

article 4 - Conformité au dossier et modifications.

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'autorisation déposé par l'exploitant en date du 17/02/2004. En tout état de cause, elles respecteront les dispositions du présent arrêté ainsi que les lois et les règlements en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

article 5 - Prévention des émissions de Gaz à effet de serre

L'exploitant fournira, dans un délai de six mois à partir de la notification du présent arrêté, une étude montrant la capacité de son installation à limiter, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre.

article 6 - Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

article 7 - Déclaration des accidents et incidents.

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées, sauf décision contraire de celle-ci.

article 8 - Contrôles et analyses (inopinés ou non)

Indépendamment du programme de surveillance des émissions explicitement prévu dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, mesures et analyses portant notamment sur les effluents liquides ou gazeux, les odeurs, les déchets ou les sols ainsi que le contrôle de la radioactivité et l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

article 9 - Enregistrements, résultats de contrôles et registres.

Tous les documents exigés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, sauf réglementation particulière.

article 10 - Consignes.

Les consignes écrites et imposées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

article 11 - Cessation définitive d'activité.

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au Préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce

mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1, Livre V, Titre 1^{er} du Code de l'Environnement, et doit notamment comprendre le descriptif des opérations concernant :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou de l'installation) dans son environnement et le devenir du site.

article 12 - Changement d'exploitant. Transfert des installations.

En cas de changement d'exploitant, le successeur doit en effectuer la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Tout transfert des installations sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

article 13 - Dossier technique de l'établissement.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier technique, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation et ses compléments,
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et équipements annexes,
- l'arrêté préfectoral et les arrêtés complémentaires éventuels réglementant les installations,
- les résultats des mesures de contrôle (eau, air, bruit,...), des rapports de visite réglementaires (électricité, extincteurs,...) et les justificatifs d'élimination des déchets. Ces documents devront être conservés pendant une période d'au moins 3 ans.
- les consignes d'exploitation et de sécurité,
- et tout autre document attestant la bonne exploitation du site.

article 14 - Bilan de fonctionnement.

Dix ans après la date du présent arrêté préfectoral, l'exploitant transmet au Préfet le bilan de fonctionnement de l'installation, conformément à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21/09/1977 modifié ou à tout autre texte qui s'y substituerait.

article 15 - Attestation de conformité.

Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions du présent arrêté préfectoral d'autorisation, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification. Les contrôles nécessitant le fonctionnement de l'installation sont réalisés au plus tard un mois après le démarrage de celle-ci.

TITRE II - IMPLANTATION – AMENAGEMENT

article 16 - Règles d'implantation.

Toutes les dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation du 17/02/2004 doivent être prises en compte, de telle sorte que les distances d'effets correspondant aux scénarios d'accidents étudiés soient conformes aux conclusions de l'étude des dangers. On s'attachera en particulier à ce que les distances d'effet des scénarii représentatifs ne sortent pas des limites de propriétés.

Les postes de livraison et de distribution du gaz naturel doivent être protégés et accessibles uniquement par du personnel habilité.

Le site doit être entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2,5 mètres.

Les équipements et matériels pouvant conduire à un incendie, une explosion ou à une pollution suite à un acte de malveillance, doivent être implantés suffisamment loin de la clôture de façon à être inaccessibles de l'extérieur.

article 17 - Plan d'implantation.

L'exploitant doit tenir à jour un plan d'implantation de ses installations, faisant apparaître la position des appareils de combustion, l'emplacement des organes de sécurité, de coupure et d'alimentation en

combustible (poste de livraison, poste de détente, vannes de sécurité, cheminement des canalisations de gaz et emplacements des accessoires s'y rapportant, soupapes de sécurité, etc.), ainsi que l'accès à ces équipements.

article 18 - Réseaux.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Elles doivent être convenablement entretenues et doivent faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations doivent être repérées conformément aux règles en vigueur (norme NFX 08-100) et les dispositifs de coupure doivent être signalés de façon bien visible et inaltérable.

Des schémas ou des plans de tous les réseaux, notamment d'assainissement du site doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour après chaque modification notable, et datés.

Ils doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

article 19 - Intégration dans le paysage.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique des bâtiments et à l'intégration des installations dans le paysage.

L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

article 20 - Comportement au feu et aux explosions des bâtiments – Isolement.

Les bâtiments doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- éléments porteurs ou autoporteurs : stabilité au feu de degré 1 heure,
- planchers séparatifs : coupe-feu de degré 1 heure.

L'exploitant doit apposer sur les portes coupe-feu (ou pare-flammes) équipées de ferme-porte et sur les portes coupe-feu (ou pare-flammes) à fermeture automatique en cas d'incendie, ou à leur proximité immédiate, une plaque signalétique bien visible portant la mention : " PORTE COUPE-FEU A MAINTENIR FERMEE "

L'établissement doit être isolé des bâtiments occupés ou habités par des tiers situés à moins de 10 mètres par des parois coupe-feu de degré 2 heures.

Les parois séparant les locaux à risques courants entre eux doivent présenter une résistance pare-flammes de degré ½ heure.

Les parois séparant les locaux des dégagements doivent présenter une résistance coupe-feu de degré 1 heure. Les blocs-portes et les éléments verriers doivent être pare-flammes de degré ½ heure.

Les parois séparant les locaux à risques particuliers des autres locaux doivent présenter une résistance coupe-feu de degré une heure (à l'exception du caisson skid gaz).

Les escaliers intérieurs des locaux administratifs sont encloisonnés au moyen d'éléments coupe-feu de degré une heure. Les portes palières doivent être pare-flammes de degré ½ heure et munies d'un ferme-porte.

Le monte-charge est encloisonné par des parois incombustibles coupe-feu de degré une heure. Il est installé conformément aux normes françaises homologuées le concernant.

Les portes palières doivent être coupe-feu de degré ¼ d'heure ou pare-flammes de degré ½ heure.

Les locaux doivent être recoupés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m². Ces cantons sont de superficies sensiblement égales et leur longueur ne doit pas excéder 60 mètres.

Ils sont délimités soit par des écrans de cantonnement en matériaux incombustibles et stables au feu de degré ¼ d'heure, soit par des éléments de structure présentant le même degré de stabilité.

Les locaux où du gaz est utilisé sont conçus de manière à limiter les effets d'une explosion à l'extérieur du local (installation de parois de faible résistance, etc...).

Toutes dispositions doivent être prises pour que les parois soufflables ne puissent être éjectées ou ne blessent des personnes situées dans le voisinage.

article 21 - Désenfumage des locaux.

article 21 - 1 - Un exutoire d'une surface libre de 1 m² doit être aménagé en partie haute de chaque escalier desservant les étages des bâtiments pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie.

Son ouverture doit être assurée par un dispositif à commande manuelle situé à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.

article 21 - 2 - Le désenfumage des locaux doit être réalisé :

- soit de façon naturelle, en aménageant en partie haute des ouvertures judicieusement réparties pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Leur donner une surface géométrique supérieure au $\frac{1}{100}$ ^{ème} de la surface au sol. Les fenêtres et châssis vitrés peuvent intervenir pour le calcul de cette surface sous réserve qu'ils soient situés dans le tiers supérieur des parois ou qu'ils soient dotés d'un dispositif d'ouverture rapide, facilement manœuvrable depuis le plancher du local ;
- soit de façon mécanique, en assurant un débit de 1 m³/seconde par fraction de 100 m². Les différents systèmes retenus doivent être compatibles entre eux.

article 22 - Ventilation.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt des installations (notamment au moment de leur mise en sécurité), un balayage de l'atmosphère des locaux, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen de dispositifs d'introduction et d'évacuation de l'air situés dans les parties basse et haute des locaux, ou par tout autre moyen équivalent.

article 23 - Accessibilité.

article 23 - 1 - Les installations doivent être accessibles en toutes circonstances pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Elles doivent être desservies, à partir de la voie publique, par une voie carrossable longeant à moins de 8 m la façade et ayant les caractéristiques suivantes :

- largeur utile de la chaussée (bandes de stationnement exclues) : 4 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- pente maximum 10 % (section d'utilisation), 15% (section d'accès),
- rayon intérieur (R) minimum de 11 m,
- surlargeur (S et R en m) $S = 15/R$ (si $R < 50$ m),
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kN (40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m),
- résistance au poinçonnement en section d'utilisation : 100 kN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre,
- longueur minimale : 10 m,

Son raccordement avec la voie publique doit permettre l'accès des engins de secours depuis chaque sens de la circulation (rayons de braquage liés à une largeur minimale de 3 m).

article 23 - 2 - Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

article 24 - Installations électriques.

article 24 - 1 - Les installations électriques doivent être réalisées conformément :

- au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail,
- aux spécifications de la norme française C 15100,
- à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,

• à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.

article 24 - 2 - Un réseau de boutons d'arrêts d'urgence de type "coup de poing" doit permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique des installations, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive ainsi que les systèmes vitaux tels que les onduleurs basse tension, les ventilations et automatismes de sécurité, l'éclairage de secours.

Ces arrêts d'urgence doivent être installés en salle de contrôle et au niveau de chaque zone critique où circule le gaz.

La gestion du réseau d'arrêt d'urgence est gérée par l'automate de sécurité et doit être indépendante et prioritaire devant tout autre automate.

article 25 - Eclairage de sécurité.

Un éclairage de sécurité doit être réalisé permettant aux occupants une évacuation rapide et sûre des locaux.

article 26 - Mise à la terre des équipements.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

article 27 - Rétentions - Aires de transport, de manipulation et de stockage de produits dangereux.

article 27 - 1 - Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles, susceptibles de réagir dangereusement ensemble, ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

article 27 - 2 - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au titre VII.

article 27 - 3 - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles que précédemment.

article 27 - 4 - Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

article 28 - Issues.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir à celui-ci des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances.

Les dégagements doivent être aménagés de manière que leur répartition, leur largeur, leur nombre ainsi que les distances à parcourir pour atteindre une sortie, soient conformes aux exigences du code du travail (maximum 40 mètres). Les cheminements d'évacuation du personnel doivent être jalonnés et maintenus constamment dégagés.

article 29 - Protection contre la foudre.

La protection de l'ensemble des installations contre la foudre doit être réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à la circulaire ministérielle du même jour relatifs à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

Les installations disposeront de protections qui seront installées conformément à la norme C17100 en application de l'arrêté du 28 janvier 1993.

article 30 - Dispositions de prévention et de protection concernant l'alimentation et la distribution de gaz.

article 30 - 1 - Les réseaux d'alimentation de gaz doivent être équipés au minimum des dispositifs de sécurité définis dans le dossier de demande d'autorisation. Ils doivent être conçus et réalisés de manière à prévenir toute fuite et à en réduire les risques notamment dans des espaces confinés.

article 30 - 2 - Les canalisations doivent être en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...), et vérifiées régulièrement.

article 30 - 3 - Les assemblages de tuyauteries doivent être réalisés par des soudeurs ayant une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation doit être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

La qualité des soudures des canalisations doit être démontrée, notamment par des radiographies.

article 30 - 4 - Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz doit faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité au gaz qui doit être réalisée sous la pression normale de service.

article 30 - 5 - Les vannes de sécurité et les limiteurs de débit seront placés au plus près de l'entrée du poste de distribution et de l'entrée des caissons skid gaz.

Une vanne manuelle de sectionnement du réseau de gaz GDF doit être placée à l'extérieur du site. L'accès à cette vanne ne doit être physiquement possible qu'aux personnels autorisés.

article 30 - 6 - L'alimentation en combustible, depuis le poste GDF jusqu'au hall charbon est réalisée au moyen d'un réseau enterré puis par un réseau double enveloppe sous pression d'azote installé dans une galerie dédiée jusqu'aux caissons skid gaz.

Un dispositif de coupure générale de l'alimentation en gaz doit être placé à l'extérieur, en limite avant l'entrée dans le hall charbon, indépendamment des autres dispositifs de maintenance et/ou de coupure rapide prévus au droit de chaque appareil.

Cette commande manuelle doit être visible et accessible en permanence aux services de secours.

article 30 - 7 - Des vannes de sécurité automatiques, doublées de commandes manuelles locales de fermeture, doivent être installées au niveau du poste GDF, du poste de distribution CPCU et en tête des canalisations d'alimentation de gaz des chaudières.

Les commandes manuelles doivent être placées en aérien, dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, et clairement indiquées dans des consignes d'exploitation.

Les vannes de fermeture manuelles doivent comporter une indication du sens de manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La fermeture de ces vannes de sécurité automatiques doit être asservie notamment :

- aux boutons d'arrêts d'urgence,
- aux détections gaz,
- aux transmetteurs de pression permettant de détecter des variations de pression dans les canalisations,

En outre, les vannes de sécurité doivent être :

- redondantes,
- du type à sécurité feu (résister à une agression thermique externe),
- installés à des emplacements peu susceptibles d'être affectés par les effets d'une éventuelle explosion ou par d'éventuelles projections de fragments.

article 30 - 8 - Les caissons skid gaz sont ventilés en permanence, à l'exception des phases de maintenance assujetties à la vidange totale du circuit gaz associé à la chaudière.

article 30 - 9 - L'alimentation en gaz des chaudières doit être équipée d'un contrôle automatique de l'étanchéité des vannes d'arrêt gaz.

article 30 - 10 - L'exploitant doit garantir une durée de la chaîne de fermeture automatique des vannes de sécurité (détection, transmission du signal, fermeture) au plus égale à :

- quatre secondes en cas de rupture de la canalisation de gaz en aval du poste GDF ;
- une seconde en cas de rupture guillotine de la canalisation de gaz permettant l'alimentation du brûleur des chaudières.

Le respect de ces durées doit être vérifié à la mise en service des installations, puis régulièrement en respectant les spécifications du matériel.

article 31 - Contrôle de la combustion.

article 31 - 1 - Les chaudières doivent être équipées de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement (débit de combustible, température des gaz de combustion, teneur en CO₂ ou en O₂,...) et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité la chaudière concernée et au besoin les installations.

article 31 - 2 - Les installations doivent également comporter un dispositif de contrôle de présence de flamme avec mise en sécurité de la chaudière concernée et de l'alimentation en gaz en cas de défaut des cellules de détection de flamme.

La fiabilité de ces cellules de détection doit être vérifiée régulièrement en respectant les spécifications du matériel.

article 32 - Détection incendie.

article 32 - 1 - Des détecteurs incendie redondants doivent être installés dans les parties des installations visées à l'article 47 présentant un risque d'incendie, et plus particulièrement dans les endroits suivants :

- Les caissons skid gaz,
- la salle de contrôle,
- les locaux électriques.

article 32 - 2 - Leur mise en place est subordonnée aux modalités suivantes:

- utilisation de composants (tableau de signalisation, détecteurs, etc.) conformes à la norme en vigueur, revêtus des estampilles de conformité,
- installation réalisée par une entreprise spécialisée et dûment qualifiée (AP.MIS par exemple),
- souscription, par le propriétaire ou l'exploitant, d'un contrat d'entretien des équipements (tableau de signalisation, détecteurs, câblage, batterie, etc.) auprès d'un installateur qualifié,
- obligation d'inclure la réalisation d'essais fonctionnels dans les clauses du contrat d'entretien.

Les résultats des vérifications doivent être consignés par écrit.

article 32 - 3 - Toute détection d'incendie doit déclencher une alarme sonore et lumineuse reportée en salle de contrôle.

article 33 - Détection gaz.

article 33 - 1 - Des détecteurs gaz redondants doivent être installés dans les parties des installations visées à l'article 47 présentant un risque d'explosion, et plus particulièrement dans les endroits suivants :

- postes gaz GDF,
- caisson gaz chaudière,
- poste de distribution ligne gaz de Saint Ouen 1 bis.

article 33 - 2 - Les capteurs gaz doivent être réglés selon deux seuils de détection :

- Seuil 1 : 5% de la limite inférieure d'explosivité (LIE)
- Seuil 2 : 8% de la limite inférieure d'explosivité (LIE)

le seuil 1 devra déclencher une alarme reportée en salle de contrôle.

Le seuil 2 devra à la fois :

- déclencher l'arrêt complet des installations associées aux détecteurs et la coupure de l'alimentation gaz
- interrompre, sur action de l'opérateur responsable, l'alimentation des équipements électriques disposés dans toutes les zones concernées par le déclenchement des détecteurs, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

La procédure correspondante devra être prévue dans les consignes d'exploitation.

La détection fonctionnera selon une logique de 2 sur 3 (déclenchement lorsque deux des trois détecteurs de la zone seront activés), tel que définie dans l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation visé à l'article 4.

article 33 - 3 - L'emplacement des détecteurs d'incendie et de gaz doit être déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite de gaz et d'incendie (au voisinage immédiat de zones de fuites potentielles, en amont des extracteurs, etc.). Leur situation doit être repérée sur un plan.

Ils doivent être contrôlés et étalonnés régulièrement en respectant les spécifications du matériel.

Les résultats des contrôles doivent être consignés par écrit.

article 34 - Dispositifs de sécurités associés aux chaudières.

- **article 34 -1** -Les chaudières doivent faire l'objet de contrôles réguliers en respectant les spécifications du matériel. notamment en ce qui concerne :

- l'épaisseur des tubes,
- l'état des soudures,
- la nature et l'épaisseur des dépôts éventuels.

article 34- 2-- Les chaudières doivent être équipées de systèmes de protection et d'alarme provoquant leur mise en sécurité. Elles doivent être équipées, notamment, des dispositifs suivants :

- détection de niveau d'eau sur le corps de chauffe,
 - détection de température haute sur la ligne de vapeur en sortie de chaudière,
 - sécurité de présence de flamme (liée aux détecteurs de flammes présents dans la chambre de combustion),
 - soupapes de sécurité.
- **article 34- 3-** L'exploitant doit s'assurer que le système de détection de flamme dans le brûleur est contrôlé ou auto-contrôlé, avec arrêt automatique de la chaudière en cas de défaut des cellules de mesure. La fiabilité de ces dernières doit être vérifiée régulièrement en respectant les spécifications du matériel.

TITRE III - EXPLOITATION – ENTRETIEN

article 35 - Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'un personnel qualifié, nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

article 36 - Gardiennage et contrôle des accès.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

article 37 - Connaissance des produits – Etiquetage.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Pour les stockages de produits vrac livrés par camion, l'étiquetage selon les règles du Transport des Matières Dangereuses doit figurer sur les emballages.

article 38 - Propreté.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

article 39 - Vérification périodique des installations électriques.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Le rapport de vérification des installations électriques doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées conformément aux dispositions du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988.

article 40 - Démarrage des installations

Un test du bon fonctionnement des barrières de sécurité dans leur intégralité sera effectué au minimum une fois par an.

article 41 - Conduite des installations – Consignes d'exploitation.

article 41 - 1 - Les appareils de conduite et de régulation des installations ainsi que les dispositifs de sécurité doivent être contrôlés aussi fréquemment que possible.

L'exploitant doit s'assurer que tous les seuils de détection et d'alarme associés aux différents dispositifs de sécurité visés aux articles 29 à 32 sont compatibles avec une exploitation en sécurité des installations.

article 41 - 2 - Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations doivent faire l'objet de consignes et de procédures écrites, délimitant le plus clairement possible le champ des responsabilités des opérateurs, et relatives à toutes les phases de fonctionnement (arrêt, maintenance, redémarrage, etc.).

Ces consignes doivent prévoir notamment :

- la reconnaissance et la gestion des anomalies de fonctionnement,
- la nature et la fréquence de l'entretien et du contrôle des équipements de régulation, des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par les installations,
- la fermeture des vannes importantes pour la sécurité pendant les opérations de maintenance sur une canalisation de gaz.

article 41 - 3 - Un registre d'exploitation doit être rempli quotidiennement et doit comprendre :

- les renseignements correspondant à la conduite des installations (en particulier les durées de fonctionnement, le suivi des consommations, les anomalies constatées),
- la liste de toutes les opérations de maintenance réalisées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

article 41 - 4 - En cas de déviation des paramètres de fonctionnement, les informations transmises en salle de contrôle doivent permettre une intervention rapide sur le site.

En cas de dérive sérieuse, la mise en sécurité de l'installation doit être assurée.

article 41 - 5 - En cas d'arrêt des installations suite à un incident, l'exploitant doit en identifier l'origine et y remédier avant tout redémarrage. Les procédures autorisant le redémarrage devront être scrupuleusement respectées. Le redémarrage automatique sans l'action d'un opérateur devra notamment être impossible.

article 42 - Entretien et travaux.

article 42 - 1 - L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité de l'ensemble des installations.

Ces vérifications et leurs résultats doivent être consignés par écrit.

article 42 - 2 - Un programme de maintenance des équipements doit être établi et respecté conformément aux prescriptions des fournisseurs.

Les équipements importants pour la sécurité (détection gaz, incendie, etc.) doivent faire l'objet d'une maintenance spécifique aussi fréquemment que possible, et au moins une fois tous les six mois.

article 42 - 3 - La consignation d'un tronçon de canalisation de gaz, notamment en cas de travaux, doit s'effectuer selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

article 42 - 4 - L'exploitant doit soumettre les travaux au voisinage des canalisations de gaz à autorisation préalable, moyennant la mise en œuvre d'une procédure spécifique exigeant si nécessaire l'isolement de la canalisation.

article 42 - 5 - Les canalisations de gaz et les caissons skids gaz seront protégés par des moyens physiques en cas de présence possible de véhicule à proximité.

article 42 - 6 - Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification doit se faire sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats doivent être consignés par écrits.

article 43 - " Permis de travail " et/ou " permis de feu ".

article 43 - 1 - Dans les parties de l'installation visées à l'article 47, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière écrite de manière claire et connue des opérateurs.

article 43 - 2 - Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être visés conjointement par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

TITRE IV - PREVENTION DES RISQUES.

article 44 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

article 45 - Eléments prépondérants pour la sécurité

L'exploitant définit sous sa responsabilité les éléments qu'il qualifie comme prépondérant pour la sécurité. Le contrôle du bon fonctionnement de ces éléments prépondérant pour la sécurité fait l'objet de procédures écrites.

article 46 - Moyens de secours contre l'incendie.

article 46 - 1 - Les installations doivent être dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à combattre, disposés de façon bien visible, facilement accessibles, et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- d'extincteurs portatifs appropriés aux risques à combattre, répartis près des accès et dans les dégagements, à raison d'un appareil de 9 litres de produit extincteur ou équivalent par 250 m² pour les surfaces d'activités et d'un appareil de 6 litres de produit extincteur pour 200 m² pour les autres locaux. En outre, la distance maximale à parcourir pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 10 mètres,
- d'extincteurs de type 21 B (à CO₂ par exemple) disposés près du tableau général électrique et près des appareils présentant des dangers d'origine électrique,
- 2 poteaux incendies, l'un alimenté par le réseau interne d'eau brute, situé près de l'entrée 63 rue Ardoin, l'autre alimenté par le réseau public, situé à côté de l'unité de déminéralisation.
- de matériels spécifiques : masques, combinaisons, etc.
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- d'un dispositif d'alarme sonore, installé dans les bâtiments, destiné à inviter le personnel à quitter l'établissement en cas d'incendie.

article 46 - 2 - Ces moyens de secours doivent être maintenus en bon état, protégés contre le gel, et vérifiés au moins une fois par an. Les résultats de ces vérifications doivent être consignés par écrit. Le personnel doit être formé et entraîné à leur manœuvre.

article 46 - 3 - L'exploitant devra s'assurer que le diamètre nominal de chaque branchement alimentant les appareils d'incendie est au moins équivalent au diamètre nominal de ceux-ci, conformément aux dispositions de l'article 5.3.1 de la norme NFS 62-200.

article 46 - 4 - Si un dispositif de protection sanitaire des réseaux de distribution d'eau potable est installé, l'exploitant devra s'assurer, conformément à l'article 5.3.1 de la norme NFS 62-200 :

- qu'il est normalisé,
- qu'il est suffisamment dimensionné pour garantir le débit d'eau aux appareils d'incendie,
- qu'il fait l'objet d'un entretien annuel par du personnel qualifié.

article 47 - Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant doit recenser, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant doit déterminer pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives, émanations toxiques, déversement accidentel de produits lors des opérations de vidange ou de remplissage) qui la concerne. Ce risque doit être signalé.

article 48 - Interdiction des feux.

Dans les parties de l'installation visées à l'article 46, présentant des risques d'incendie, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

article 49 - Plan de lutte contre les sinistres - Consignes de sécurité - Affichages.

article 49 - 1 - L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Il doit être mis à jour aussi souvent que nécessaire et au minimum tous les trois ans.

Il doit permettre de prendre les dispositions nécessaires, d'une part pour placer les installations dans un état de sécurité le moins dégradé possible et limiter les conséquences de l'accident et, d'autre part, pour assurer l'alerte des services de secours et l'information des autorités responsables, notamment le Maire et le Préfet.

article 49 - 2 - Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, portées à la connaissance du personnel, mises à jour, et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment porter sur :

- la conduite et la maintenance des installations,
- l'interdiction d'apporter du feu visée à l'article 46,
- la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, attaque du feu, ouverture des portes, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers, etc.),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réceptif ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues à l'article 65,
- les obligations et conditions de délivrance des "permis de travail" et des "permis de feu" visés à l'article 41,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- les règles d'utilisation des matériels de protection individuelle.

article 49 - 3 - L'exploitant doit installer, d'une façon inaltérable, une plaque indicatrice de manœuvre près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité.

article 49 - 4 - Les plans des locaux et des installations doivent être affichés près des accès de l'établissement (Ordonnance du Préfet de Police en date du 16 février 1970).

Il doit être affiché bien en évidence et d'une façon inaltérable près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain, les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ou 112.

article 50 - Inondation

En cas d'inondation, l'exploitant s'assure que les moyens mis en place permettent de conserver hors d'eau les canalisations et les caissons skid gaz.

TITRE V - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

article 51 - Conception des installations

article 51 - 1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère », y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 51 - 2 - Prévention des émissions de gaz à effet de serre

L'exploitant limite, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées des éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

article 51 - 3 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

article 51 - 4 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

article 52 - Réglementation applicable

Les installations doivent satisfaire :

- à l'arrêté du 22 janvier 1997 créant une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques en Ile-de-France (J.O. du 30 janvier 1997), ou à tout texte qui s'y substituerait ;
- à l'arrêté interpréfectoral du 24 juin 1999 modifié relatif à la procédure d'information et d'alerte du public en cas de pointe de pollution atmosphérique en région d'Ile-de-France, ou à tout texte qui s'y substituerait.

A ce titre, en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils d'alerte relatifs au dioxyde d'azote, au dioxyde de soufre ou à l'ozone, il pourra être prescrit une réduction du fonctionnement des installations. Cette réduction peut aller jusqu'à la mise à l'arrêt des activités polluantes en cas de pollution aiguë (au-delà du seuil de 360 µg/m³ pour l'ozone, au-delà du seuil de 500 µg/m³ pour le dioxyde de soufre, au-delà du seuil de 400 µg/m³ pour le dioxyde d'azote) lorsqu'elle dure ou risque de durer plus de deux jours consécutifs.

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation.

article 53 - Conditions de rejet

article 53 - 1 - Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

article 53 - 2 - Points de mesure

Pour chaque canalisation de rejet d'effluent nécessitant un suivi, un point de prélèvement d'échantillon et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants) sont aménagés.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

article 54 - Valeurs limites d'émission (VLE).

Les VLE fixées ci-après ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires doivent être aussi limités dans le temps que possible.

Ces VLE s'entendent pour un taux d'oxygène de référence de 3%.

Paramètres	VLE
Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂)	35 mg/Nm ³
Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂)	100 mg/Nm ³
Poussières	5 mg/Nm ³
Monoxyde de carbone	100 mg/Nm ³
HAP*	0,1 mg/Nm ³
COV	110 mg/Nm ³ (en carbone total)

(*) La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(g,h,i)pérylène, indénol(1,2,3-c,d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés à la norme NF X 43-329

article 55 - Conditions de rejets des polluants dans l'atmosphère.

article 55 - 1 - Les rejets à l'atmosphère des fumées des deux chaudières sont collectés et évacués par l'intermédiaire d'un conduit de cheminée situé dans la cheminée du site d'une hauteur de 109 m.

article 55 - 2 - La forme du conduit, notamment dans sa partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

article 55 - 3 - La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion doit être réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants; à défaut, l'exploitant prendra toute disposition pour éviter l'arrivée d'air parasite entre l'endroit où est réalisée la mesure en oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

article 55 - 4 - Une mesure de tous les paramètres visés à l'article 54 sera réalisée à la mise en service de l'installation.

article 56 - Programme de surveillance des rejets atmosphériques.

article 56 - 1 - L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques.

Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, et dans les conditions fixées ci-dessous.

article 56 - 2 - Les concentrations en oxydes d'azote, monoxyde de carbone et oxygène doivent être mesurées en continu, ou, à défaut, la mesure en continu peut être remplacée, après accord de l'inspection des installations classées, par une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres devra être réalisé au moins trimestriellement.

article 56 - 3 - Les appareils de mesure fonctionnant en continu doivent être vérifiés à intervalles réguliers en respectant les spécifications du matériel; les instruments de mesure des concentrations d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone et d'oxygène subiront un calibrage, par exemple en utilisant des gaz étalons sur le site, et un examen de leur fonctionnement.

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95% d'un résultat mesuré unique ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- SO₂: 20%
- NO_x: 20%
- poussières : 30 %

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure, définie comme suit :

- SO₂: 20% de la valeur moyenne horaire
- NO_x: 20% de la valeur moyenne horaire
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 56-4-b.

article 56 - 4 - Respect des valeurs limites

a- Mesures en continu

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté,
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

b- Mesures discontinues

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites.

article 56 - 5 - Les mesures des paramètres visés à l'article 56-2 doivent être réalisées au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European cooperation for accreditation ou EA)..

Les résultats correspondants doivent être transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides,...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvement supérieures à deux heures,...). Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.

article 57 - Transmission des résultats de surveillance.

Les résultats des mesures de surveillance des rejets atmosphériques doivent être transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

La présentation des résultats de ces mesures doit faire apparaître les valeurs d'émissions moyennes quotidiennes validées (au sens de l'arrêté ministériel du 20/06/2002) établies sur un mois.

Le rapport trimestriel d'autosurveillance doit également mentionner les modes et durées de fonctionnement des installations, les quantités de gaz utilisé, ainsi que les quantités émises d'oxydes d'azote (en tonnes).

article 58 - Livret de chaufferie.

L'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui comprend notamment les renseignements suivants :

- nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- caractéristiques du local "chaufferie", des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;
- caractéristiques des combustibles préconisées par le constructeur, résultats des mesures de viscosité du fioul lourd et de sa température de réchauffage, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché, le traitement des eaux ;
- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultat des contrôles et visa des personnes ayant effectuées ces contrôles, consignation des observations faites et suites données ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation notamment ;
- consommation annuelle de combustible ;
- indications relatives à la mise en place, au remplacement et la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- Indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage.

TITRE VI - PRELEVEMENTS, CONSOMMATION, TRAITEMENT ET REJETS D'EAU

article 59 - Consommation.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau consommés et rejetés.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau

article 60 - Prélèvements.

Le raccordement au réseau public d'eau potable doit être muni d'un dispositif antiretour.

article 61 - Nature des effluents aqueux.

Ils appartiennent à trois catégories :

- les eaux domestiques : issues des locaux sociaux (douches, sanitaires, etc...),
- les eaux pluviales : correspondent aux eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées (toiture, allées de circulation, parkings, etc...),
- les effluents industriels : lavage des sols, vidanges des circuits d'eau lors d'intervention pour travaux.

article 62 - Réseau de collecte.

article 62 - 1 - Le réseau de collecte des effluents aqueux doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible.

article 62 - 2 - Des regards, équipés de niches de contrôle permettant la pose des appareils de mesures nécessaires pour effectuer les analyses des paramètres visés à la condition 67.1, doivent être aménagés sur chaque canalisation de rejet d'eaux usées de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

article 62 - 3 - Le plan du réseau d'assainissement doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, dispositifs de traitement,...

article 63 - Prévention des pollutions accidentelles.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement direct ou indirect de produits ou substances dangereuses, toxiques ou inflammables dans les réseaux d'assainissement publics ou le milieu naturel.

Leur évacuation éventuelle après un accident devra se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 67-1, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

article 64 - Interdiction des rejets en nappe.

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

article 65 - Epandage.

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

article 66 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues des parkings de surface et des voiries, doivent transiter par un séparateur hydrocarbure avant de rejoindre le réseau d'assainissement.

Les séparateurs hydrocarbure sont nettoyés aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.

article 67 - Rejets d'eaux usées dans le réseau public d'assainissement.

Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique), les eaux résiduaires rejetées dans le réseau public d'assainissement ne devront présenter aucune toxicité, ni dégrader les installations du réseau public d'assainissement, ni nuire à la sécurité des personnels y travaillant, ni perturber le fonctionnement des stations d'épuration. Les dispositifs de traitement utilisés (séparateurs, débourbeurs, fosse de décantation, etc.) devront être capables de retenir les liquides inflammables, dangereux ou toxiques accidentellement répandus; ils seront correctement entretenus. Les produits retenus par ces installations de traitement seront éliminés dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur.

Les rejets d'eaux résiduaires doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 67.1 ci-après.

article 67 - 1 - Valeurs limites de rejet des eaux usées dans le réseau public.

Température : < 30°C

pH (NFT 90008) : 5,5 – 8,5

Hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : 10 mg/l

Matières en suspension (NF EN 872) : 600 mg/l

DBO₅ (NFT 90103) : 800 mg/l

DCO (NFT 90101) : 2000 mg/l

article 67 - 2 - Les détergents éventuellement utilisés doivent être biodégradables à 90%, conformément au décret n° 87-1055 du 24 décembre 1987.

article 67 - 3 - Les valeurs limites de rejet fixées à l'article 67.1 s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures, en période de pleine activité, sur l'effluent brut non décanté et non filtré.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites.

En cas de dépassement des valeurs limites de rejet, toutes les dispositions doivent être prises pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les installations.

TITRE VII - DECHETS

article 68 - Dispositions générales.

article 68 - 1 - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément, non mélangées, puis valorisées ou éliminées dans les conditions fixées au présent titre.

article 68 - 2 - Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement. L'exploitant s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

article 68 - 3 - L'exploitant justifiera le caractère ultime au sens de l'article L. 541-1 du Titre IV du Livre V du Code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

article 68 - 4 - Les justificatifs concernant l'élimination des déchets doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins pendant 5 ans.

article 68 - 5 - Tout brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

article 68 - 6 - A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

article 69 - Stockage des déchets.

Les déchets produits par les installations doivent être stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envois, du lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des infiltrations dans le sol, des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes les dispositions doivent être prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits notamment les boues des séparateurs hydrocarbure. La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

article 70 - Déchets industriels banals.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont le réemploi, le recyclage et la valorisation énergétique.

Dans ce but, l'exploitant pourra :

- soit les céder par contrat à l'exploitant d'une installation de valorisation après s'être assuré que cette installation est agréée à cette fin.
- soit les céder par contrat à un intermédiaire assurant une activité de transport, négoce ou courtage de déchets, après s'être assuré que cet intermédiaire est titulaire d'un récépissé de déclaration auprès du Préfet en cours de validité pour cette activité.

Le contrat doit mentionner notamment la nature et les quantités des déchets d'emballage pris en charge.

article 71 - Déchets industriels spéciaux.

Les stockages temporaires des déchets industriels spéciaux doivent être placés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Ces déchets doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.

Les opérations relatives à la gestion de ces déchets seront réalisées conformément aux dispositions du Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et à ses textes d'application.

TITRE VIII - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

article 72 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

article 73 - Définitions

Au sens du présent arrêté, on appelle :

émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;

zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

article 74 - Valeurs limites

Les émissions sonores produites par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones définies ci-dessus, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 (J.O du 27 mars 1997).

article 75 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

article 76 - Contrôle des niveaux sonores.

Dans les 6 mois suivants la mise en service des installations, l'exploitant fera réaliser, à ses frais, par une personne ou un organisme agréé, une campagne de mesures acoustiques destinées à s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté.

article 77 - Engins de transport.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores (notamment, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué).

article 78 - Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 (J.O. du 22 octobre 1986) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement sont applicables.

TITRE IX - HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL

article 79 - Réglementation

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions des articles L 232-1 et R 232-1 à R 233-47 du Livre II du Code du travail pris en application de l'article L 232-2 dudit livre concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

TITRE X - DISPOSITIONS MODIFIEES

article 80 -

Les dispositions spécifiques concernant les deux chaudières au charbon de l'unité de Saint-Ouen I des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 21 octobre 1987 (chaudières existantes) et du 30 décembre 1987 (chaudières 1 et 2) sont abrogées.